

Communiqué de presse « sauvonslesbluets » du 14 mars 2008 après le conseil d'administration extraordinaire de l'association gestionnaire de l'hôpital Pierre ROUQUES, « les Bluets », 4 rue Lasson, 75012 Paris, site Bluets-Trousseau.

Le conseil d'administration extraordinaire de l'association Ambroize Croizat, du 14 mars a pris acte de la forte mobilisation du personnel relayé par les élus SUD et CGT et s'en est félicité. Il a déclaré : «contribuer, pour ce qui le concerne, dans le cadre de ses prérogatives, au développement de la mobilisation. »

Il a salué la conférence de presse organisée le 7 mars et la manifestation du 8 mars 08, du millier de signatures déjà obtenues dont plus de 300 en ligne sur le site <http://sauvonslesbluets.free.fr>

Pour autant, la décision de renoncer définitivement à un plan de restrictions de personnel et de développement d'activité n'a pas été prise :

Seule la décision de décaler les échéances a été prise.

Le CA déclare : « décaler les échéances qui lui sont demandées par la DASS pour la fin mars, sans pour autant délaisser ses responsabilités de gestionnaire et tout ce qui s'y rattache, en terme d'activité et de développement de celle-ci ».

Les organisations syndicales SUD et CGT, leurs administrateurs salariés se félicitent d'avoir obtenu qu'aucun licenciement, au jour d'aujourd'hui, ne soit prononcé.

Mais nous restons extrêmement vigilants sur les risques de restriction de personnel à venir.

Le conseil d'administration a entériné l'augmentation des naissances à 2700 pour 2008 (au lieu du nombre de 2500 naissances initialement prévues avant notre déménagement et revu à la hausse au lendemain de la rencontre avec l'ARHIF du 11 février 2008). Pour 2009, le directeur a affirmé que la décision de l'augmentation à 3000 naissances est suspendue pour l'instant.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble du personnel à interpeller la direction sur cette augmentation d'activité sur 2008 dans la précipitation et sans concertation (augmentation non actée par la CME) qui a saturé l'ensemble des services de maternité.

La mobilisation doit donc continuer, s'étendre et être relayée par toutes les patientes, tous les professionnels de santé qui veulent éviter le cauchemar des femmes américaines ou anglaises, victimes des sorties précoces forcées.

Le personnel et les patientes restent déterminés à refuser que notre maternité devienne une usine à bébés.

Nous continuons, d'autant, la mobilisation¹ et demandons au gouvernement de donner les moyens financiers à notre maternité, notre hôpital.

¹ 500 tracts ont été distribués aux professionnels de santé et un appel a été lancé à la tribune devant 500 participants à la 7^{ème} journée internationale de l'allaitement à l'espace Reuilly à Paris